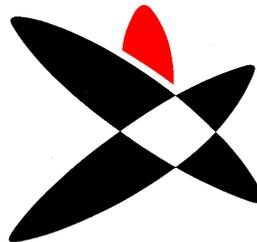




# RAPPORT ET COMPTES

**Exercice financier 2019**

**GUINEBIS**



**NOUS GUIDONS CERTAINEMENT L'AVENIR**

**GUINEBIS - GUINEE-BISSAU ASSURANCE, S.A.  
SIÈGE SOCIAL: R. DR. SEVERINO GOMES DE PINA, 28 BISSAU -APARTADO 280  
ENREGISTRÉ AU BUREAU DU CADASTRE, COMMERCIAL  
ET PROPRIETE AUTOMOBILE DE BISSAU SOUS LE NUMÉRO 3062  
PERSONNE MORALE N° 510003370**



## **SOMMAIRE**

### **ORGANES SOCIAUX**

### **RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

#### **1. INTRODUCTION**

##### 1.1 Message du conseil d'administration

#### **2. ENCADREMENT**

##### 2.1 Marché mondial

##### 2.2 L'Afrique

##### 2.3 Guinée-Bissau

#### **3. ACTIVITÉ DE LA GUINEBIS**

##### **3.1. LA GESTION ADMINISTRATIVE**

###### 3.1.1 Forme sociale

###### 3.1.2 Capital social

###### 3.1.3 Gouvernance

##### **3.2. GESTION TECHNIQUE**

###### 3.2.1. Les primes

###### 3.2.2 Coût avec sinistres

###### 3.2.3 Mise en service

###### 3.2.4. Réassurance cédée

###### 3.2.5 Frais généraux

###### 3.2.6 Dispositions techniques

##### **3.3. LA GESTION FINANCIÈRE**

###### 3.3.1 Activité financière

###### 3.3.2 Engagements réglementaires

#### **4. LES ÉTATS FINANCIERS**

##### 4.1 Bilan

##### 4.2 Bénéfices et pertes

---



## **ORGANES SOCIAUX**

### **CONSEIL D 'ADMINISTRATION**

**Président**

**Saloméa Gomes**

**Rapporteur:**

**Fernando Antunes**

**Rapporteur:**

**Roberto M'Besba**

### **COMMISSION EXECUTIVE**

**Président**

**Saloméa Gomes**

**Rapporteur**

**Fernando Antunes**

### **DIRECTION GENERALE**

**Antulivio**

**Mendes**

### **CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES**

**SDS & Associés, SARL**



## **RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

### **1. INTRODUCTION**

#### **1.1 Message du conseil d'administration**

Le secteur des assurances, comme l'ensemble de l'économie, a été influencé par l'instabilité politique de ces dernières années.

Néanmoins, les organisations ouest-africaines, dont la Guinée-Bissau est membre, ont fait des efforts pour développer l'économie du pays.

L'espace du marché numérique, la standardisation croissante des règles de la CIMA et l'échange de contacts professionnels et de partenariats entre assureurs dans un même espace ont marqué les évolutions récentes.

Le projet Guinebis a interagi avec toutes ces tendances et a cherché, tout en maintenant la prudence inhérente au secteur de l'assurance, à les accompagner.

Le développement et la continuité de Guinebis, nous en sommes sûrs, en dépendent.

Au cours de cette annuité, un certain nombre d'objectifs ont été atteints qui méritent d'être soulignés :

- Un mot de mise en avant pour le protocole réalisé avec la compagnie d'assurance SUNU Life Insurance Sénégal qui a commencé le voyage avec nous le 09-05-2019 et à laquelle nous espérons vivre longtemps.
- Dans ce domaine également, le partenariat avec Mapfre, qui a débuté le 01-06-2005, se poursuit à un niveau de développement largement satisfaisant.
- La relation avec la BAO - Bank of West Africa, à la fois comme client et comme médiateur, reste fructueuse, ce qui nous honore beaucoup.
- Nous tenons à remercier l'Autorité de surveillance pour sa coopération et ses suggestions dans le suivi de notre activité.
- Les défis, dans le contexte du pays, qui est politiquement instable, sont permanents et énormes. L'évolution constante et saine du marché dans les pays de la CIMA contribue à leur augmentation. Toutefois, nous restons déterminés à créer les conditions pour y faire face.



## **Chers Actionnaires :**

### **Dispositions juridiques**

Le conseil d'administration de Guinebis - Guinée-Bissau Assurance, S.A., conformément à la loi et aux statuts de la société, présente son rapport et ses comptes pour l'exercice 2019.

## **2. ENCADREMENT**

### **2.1 Marché mondial**

- Les 20 pays les plus industrialisés ont conclu à Buenos Aires que la croissance mondiale est robuste mais qu'elle est menacée à moyen et long terme par l'augmentation des échanges commerciaux et les tensions géopolitiques dues aux décisions du président américain de renforcer la politique protectionniste en augmentant les droits de douane sur ses partenaires commerciaux.
- Ces dernières années, la projection de la Chine a été essentiellement basée sur la mondialisation, avec un accent particulier sur sa présence en Afrique et en Amérique latine. Elle est considérée comme un facteur positif, mais aussi comme un sujet de préoccupation pour les États-Unis et l'Inde.
- Le G20 a exprimé son intention de développer des actions de politique de libre-échange et de communiquer clairement ses actions de politique macroéconomique et structurelle.
- Malgré un certain optimisme dans les nouvelles concernant l'économie mondiale, les projections jusqu'en 2022 sont modestes en ce qui concerne la croissance et le commerce international et la dynamique économique sont loin des huit années précédant l'effondrement financier de 2008. Il existe des obstacles structurels et/ou des risques potentiels :
  - En Chine, l'inégalité, la productivité et l'unilatéralisme.



- Le "moteur" des grandes économies s'est déplacé vers l'Inde.
- Bien qu'elle affiche également une croissance modérée, les performances des économies émergentes et en développement afficheront des résultats nettement meilleurs que celles des pays avancés. En fait, en 2017, ils ont augmenté de 4,2 %, et de 4,7 % en moyenne sur la période 2017-2019.
- Toutefois, il convient de noter que deux régions du monde sont celles qui garantiront pratiquement la croissance du PIB mondial : l'Asie de l'Est, où la Chine et l'Indonésie sont les plus importantes, et l'Asie du Sud, où l'Inde (le pays qui connaîtra la plus forte croissance au cours de cette période) et le Bangladesh se distinguent.
- Des puissances telles que le Japon, la Russie, le Brésil et le Mexique continueront sur la voie d'une lente reprise après des années de faible croissance et de récession.

## 1.1 L'Afrique

- a. Les économies africaines ont fait preuve de résilience et prennent de l'élan. On estime que la croissance de la production réelle est passée à 4,2 % en 2018 et s'est accélérée en 2019. En général, la reprise de la croissance a été plus rapide que prévu, en particulier dans les économies non dépendantes des ressources naturelles.
  - b. Malgré la résilience et le dynamisme des économies africaines qui ont contribué à la croissance économique des pays, il reste des défis à relever, notamment en termes de changements structurels, qui permettraient de créer davantage d'emplois et de réduire la pauvreté par la réaffectation de la main-d'œuvre à des activités traditionnelles à productivité réduite, comme l'agriculture.
  - c. Le besoin d'industrialisation du continent est fondamental pour réduire la pauvreté et créer des emplois. L'insuffisance des infrastructures de production dans certains services tels que l'énergie, l'eau et les transports est un obstacle au
-



processus d'industrialisation. Pour combler ce déficit et le besoin urgent dans les domaines de la santé, de l'éducation, il faut attirer des capitaux privés.

- d. Le Ghana, considéré comme l'un des pays les plus stables d'Afrique de l'Ouest, devrait connaître la plus forte croissance au monde, selon la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI).
- e. L'augmentation de la consommation stimulée par la classe moyenne émergente est en phase avec la croissance annuelle, l'Éthiopie, l'Ouganda et le Mozambique figurant parmi les marchés à la croissance la plus rapide, et les grandes économies comme le Nigeria, l'Afrique du Sud, l'Égypte et l'Angola maintiennent une performance très positive.

### **2.3 Guinée-Bissau**

La croissance du PIB réel pour l'année considérée et pour 2018 est estimée à environ 5,5 %, ce qui devrait contribuer à la reprise post-transition, mais l'incertitude politique reste un obstacle au décollage économique.

- Les perspectives économiques et sociales restent faibles car elles dépendent du secteur de la noix de cajou, de la continuité des réformes engagées et du climat politique.
- L'amélioration de l'environnement des affaires, les investissements dans la fourniture de services essentiels par l'État, à savoir l'eau potable et l'électricité, les investissements dans les infrastructures et les routes, sont autant de facteurs nécessaires à la "dynamique positive" de l'économie guinéenne.
- L'industrialisation du pays dépend de facteurs tels que la reconstruction des infrastructures de base, notamment dans les secteurs des transports et de l'énergie. En effet, l'infrastructure existante serait incapable de soutenir les flux générés par l'émergence d'un secteur secondaire fort, par une amélioration du climat des affaires, ainsi que par le renforcement du capital humain.
- Pour maintenir la trajectoire économique positive, des efforts continus seront nécessaires pour maintenir et renforcer la discipline budgétaire et promouvoir les réformes structurelles nécessaires à la transformation et à la diversification de l'économie.



- La ville de Bissau est la principale attraction économique du pays. Toutefois, dans la perspective d'une croissance inclusive, les politiques publiques devraient stimuler les villes secondaires et promouvoir le développement économique et social du milieu rural.

## **Secteur privé**

La Guinée-Bissau est membre de l'UEMOA et bénéficie donc d'un grand marché. Néanmoins, le pays ne profite pas des opportunités offertes par le marché régional car son économie est insuffisamment diversifiée et ne complète guère les économies des pays voisins. Cet objectif reste difficile à atteindre car l'environnement des entreprises n'est pas propice au développement de l'initiative privée.

## **Gestion des ressources naturelles et de l'environnement**

Le document de stratégie 2025 pour la Guinée-Bissau présente comme base la gestion durable du capital naturel et la préservation de la biodiversité. D'ici 2025, le pays prévoit également de faire du secteur minier l'un des moteurs de la croissance.

Le pays fonde de grands espoirs sur l'exploitation des phosphates de Farim et de la bauxite de Boé, des projets à forte intensité de capital mais potentiellement structurants puisque leur exploitation peut contribuer à plus de 15% du PIB (Banque mondiale).

## **1. ACTIVITÉ DE GUINEBIS**

### **1.1. LA GESTION ADMINISTRATIVE**

#### **1.1.1 Forme sociale**

Guinebis - Guinée-Bissau Assurance S.A. a été constituée le 27 juillet 1997 et est enregistrée au Cadastre du Registre des Immeubles, Commercial et Propriété

---



Automobile de Bissau sous le numéro 3062 en tant que personne morale sous le numéro 510003370.

Des modifications de ses statuts ont été apportées le 10 octobre 2000 et le 31 mai 2007. (Document à l'origine du passage de la SARL à la SA).

Par acte public du 4 août 2017, les modifications nécessaires ont été apportées afin de se conformer aux codes CIMA et OHADA.

### **1.1.2 Capital social**

Lors de la réunion extraordinaire du 10 novembre 2016, il a été décidé de satisfaire aux exigences du code CIMA en ce qui concerne le capital minimum de 1 000 millions de F CFA, et ce en deux phases.

La première augmentation du capital social à 800.000.000,00 F CFA a été réalisée par acte public du 4 août 2017.

La deuxième augmentation du Capital Social à 1000.000.000,00 F CFA, réalisée par acte public du 7 novembre de l'année sous analyse, mettant ainsi en œuvre la règle édictée par l'Autorité de Surveillance.

Le capital social de la société était initialement de 579 400 000,00 FCFA, représenté par 50 000 actions d'une valeur nominale de 11 588,00 FCFA chacune.

Le capital social de la société a continué à être représenté par 50 000 actions, et sa valeur nominale a été augmentée en raison de la nouvelle augmentation de capital, précédemment mentionnée, à 20 000,00 FCFA chacune.

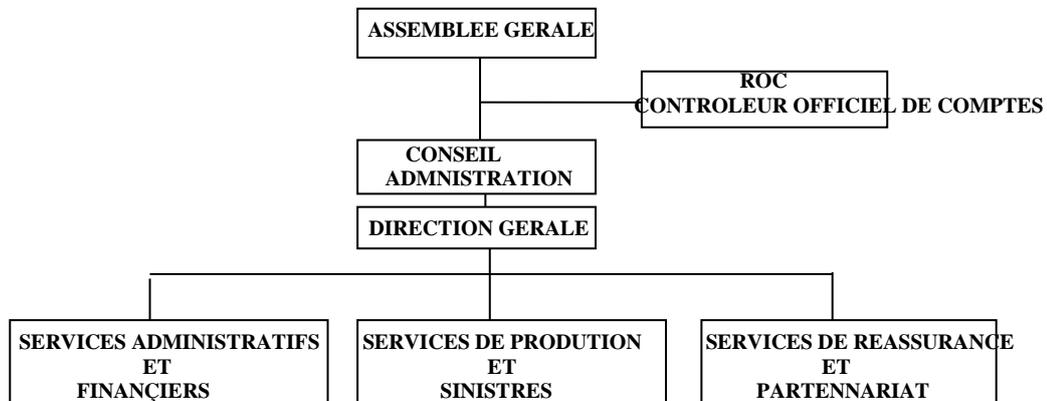
Les actions de Guinebis Assurance S.A. sont nominatives, il n'existe pas de catégories d'actions différentes, ayant toutes les mêmes droits et devoirs, souscrites par des personnes physiques et des investisseurs institutionnels.

Il n'y a pas de restrictions statutaires au transfert des actions, ni de clauses de consentement à leur cession, ni de limitations à la propriété.

Les actions peuvent être émises sous la forme de certificats d'actions simples ou multiples.



### 1.1.1 Gouvernance



Le conseil d'administration est composé de trois administrateurs, dont un président et deux membres.

Le directeur général gère les affaires courantes de l'entreprise.

Un contrôleur légal indépendant est responsable de la supervision de la société.

Des mesures ont été prises pour adapter le modèle de gouvernance dans le but d'adapter la structure aux meilleures pratiques, dans le cadre du code CIMA.

La gouvernance de Guinebis est basée sur le principe de la création de valeur durable

Le souci tout au long de cet exercice a été de renforcer plusieurs actions dans le but de consolider la croissance.

Ainsi, nous avons cherché des niches de marché, en continuant à évaluer et à réviser constamment, en tendant vers des solutions qui répondraient aux besoins du marché, en pariant sur l'utilisation de nouveaux partenariats, au-delà des conventions existantes.

Dans ce contexte, le projet conjoint avec SUNU Assurances Vie Sénégal a été développé et s'est avéré être un pari gagnant, dont la croissance a apporté une valeur ajoutée dans le secteur économique et a projeté l'image de notre compagnie.



Le canal bancaire a continué à être un canal stratégique, ayant été renforcé avec le nouveau partenariat.

En ce qui concerne la communication et l'image, toute la documentation a été rafraîchie. Nous avons également créé des moyens publicitaires pour marquer notre présence dans les foires commerciales et des dépliants pour y être distribués.

Nous avons maintenu une politique de recrutement et de formation du nouveau personnel, en étendant la formation interne et externe aux employés en vue de leur donner la priorité.

Notre stratégie reste axée sur les domaines de la clientèle privée et des petites et moyennes entreprises. Nous sommes ouverts à de nouveaux partenariats, tout en continuant à accorder une attention particulière aux partenariats existants.

La politique des ressources humaines de Guinebis est définie et orientée en fonction de la stratégie de l'entreprise et consiste en la planification, la coordination et le contrôle des techniques qui soutiennent et favorisent la performance de ses employés, en misant sur le développement continu et la croissance professionnelle de son capital humain.

## 1.1. GESTION TECHNIQUE

### 1.1.1. Les primes

Dans l'ensemble, les primes traitées montrent une diminution de 13,1% par rapport à l'année précédente, essentiellement due à la branche automobile. La structure du portefeuille montre la même tendance dans la répartition par branches, l'assistance automobile et l'assistance voyage continuant à avoir le plus grand poids dans le portefeuille.

**1 000 FCFA**

	2017	2018	2019
Automobile –SOA	270 246	287 728	247 274
Automobile Dommages Propres	32 560	31 149	40 433
Carte Brune	14 892	22 407	23 013
<b>Total Automobile</b>	<b>317 698</b>	<b>341 284</b>	<b>310 720</b>
Incendie et Outres Dommages	51 535	27 370	85 578
Responsabilité Civile	21 871	954	2 130
Transports		2 205	2 844
Divers	4 137	787	
<b>Total</b>	<b>77 543</b>	<b>31 316</b>	<b>90 552</b>
<b>PROTOCOLES</b>			
Mapfre Assistance	129 229	274 160	167 214
<b>TOTAL</b>	<b>129 229</b>	<b>274 160</b>	<b>167 214</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>524 470</b>	<b>646 760</b>	<b>568 486</b>

### 1.1.1 Coûts avec sinistre

Le coût des sinistres en 2019 s'est élevé à 19 717 586,00 F CFA avec une réduction des sinistres d'environ 40% par rapport à l'année précédente en raison de la réduction de l'impact plus important dans le secteur automobile.

**1 000 F CFA**

Sinistres Assurance Direct	2017	2018	2019
Automobile	13 588	25 186	12 959
Incendie et Outres Dommages		2 558	
Responsabilité Civile			
Garant.Crédt.Enc.Financiers	3 607	4 471	
Divers	1 365	1 045	6 759
<b>Total général</b>	<b>18 560</b>	<b>33 260</b>	<b>19 718</b>



### 1.1.1 Mise en service

Les commissions à payer concernent la BAO, qui couvre les principaux centres de population par l'intermédiaire de ses agences. L'exception concerne la ville de S. Domingos où nous avons, depuis le début, comme agent M. Octávio Morais

	1 000 F CFA		
Mise en service	2017	2018	2019
Banque BAO	5 479	7 160	6 394
Agent de São Domingos	3 393	3 391	2 981
TOTAL	8 872	10 551	9 375

### 3.2.4. Réassurance cédée

Nous conservons les traités de réassurance cédés (part) avec SEN-RE, NCA-RE et CICA-RE comme chefs de file.

	1000 FCFA		
Réassurance cédée	2 017	2 018	2 019
CICA-RE	1 252	2 336	2 821
SEN-RE	939	1 752	2 116
NCA-RE	939	1 752	2 116
TOTAL	3 130	5 840	7 053

En ce qui concerne les contrats du groupe Galp, les traités sont négociés avec la société mère de ce groupe et sont exécutés à 100% à Tâge Re.

L'activité d'assistance voyage est gérée sur la base de commissions, conformément au protocole signé avec Mapfre Assistance le 01/06/2005.

Le 28-01-2019, nous avons signé un protocole d'assistance aux contrats d'assurance vie souscrits par la compagnie sénégalaise SUNU Assurances Vie.



### 3.2.4 Frais généraux

Les frais de fonctionnement se sont élevés à 349 075 187,00 F CFA, soit une augmentation de 4% par rapport à l'année précédente

<b>1 000F CFA</b>			
<b>Coûts du Fonctionnement</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>
Dépense du Personnel	130 265	125 824	147 937
Fourniture et Services Externes	99 586	130 931	144 337
Impôts et Taxes	444	405	1 249
Amortissement et dépréciation de l'exercice	35 000	48 613	6 285
Intérêts couverts	1 591	2 963	4 267
Frais de gestions divers	20 871	16 482	35 625
Commissions	8 864	10 551	9 375
<b>TOTAL</b>	<b>296 621</b>	<b>335 769</b>	<b>349 075</b>

### 3.2.4 Provisions techniques

En 2019, les provisions techniques pour l'assurance directe s'élevaient à environ 398 millions de FCFA, soit une augmentation de 130 millions par rapport à l'année précédente.

<b>ANNEE 2019</b>	<b>FCFA</b>
<b>I- MONTANT DES PASSIFS RÉGLEMENTAIRES</b>	<b>Exercice</b>
<b>1 Provision pour les sinistres à payer</b>	<b>59 417 389</b>
<b>2 Provisions techniques pour l'opération d'assurance direct pour pertes et charge à long et moyen terme</b>	<b>324 611 661</b>
<b>2.1 Accidents et Maladies</b>	<b>149 743 602</b>
<b>2.2 Incendies et Outres</b>	<b>43 016 045</b>
<b>2.3 Automobile</b>	<b>126 073 545</b>
<b>2.4 Divers</b>	<b>5 778 469</b>
<b>3 Recouvrement douteux</b>	<b>13 961 013</b>
<b>TOTAL DES COMPROMIS</b>	<b>397 990 063</b>



## 3.2. LA GESTION FINANCIÈRE

### 3.3.1 Activité financière

Le marché financier du pays est naissant, et l'entreprise éprouve d'énormes difficultés à diversifier ses actifs financiers.

<b>ANNEE 2019</b>	<b>F CFA</b>	
<b>REGISTRE C5 - LISTE DÉTAILLÉE DES INVESTISSEMENTS</b>	<b>Prix d</b>	<b>Valeur du</b>
<b>II - ACTIFS REPRÉSENTATIFS</b>	<b>achat ou</b>	<b>Bilan</b>
	<b>de coûts</b>	
<b>Obligations des institutions financières</b>		
Obligations ORABANK à cinq ans		
souscrite en 02/12/2019	<b>100 000 000</b>	<b>100 000 000</b>
<b>Sous total</b>	<b>100 000 000</b>	<b>100 000 000</b>
<b>Droits réels immobiliers</b>		
Immeuble sis dans la Rue Severino Gomes de Pina 28	<b>*200 000</b>	<b>408 898 359</b>
Bissau, Guinée- Bissau		
<b>Sous total</b>	<b>*200 000</b>	<b>408 898 359</b>
<b>Dépôts bancaires</b>		
Dépôts à l'ordre	<b>210 000 000</b>	<b>210 000 000</b>
Dépôts au Délai		
BAO	<b>200 000 000</b>	<b>200 000 000</b>
ORABANK	<b>350 000 000</b>	<b>350 000 000</b>
<b>Sous total</b>	<b>760 000 000</b>	<b>760 000 000</b>
<b>Total des valeurs mobiliers et</b>		
<b>Immobiliers équivalents</b>		<b>1 268 898 359</b>

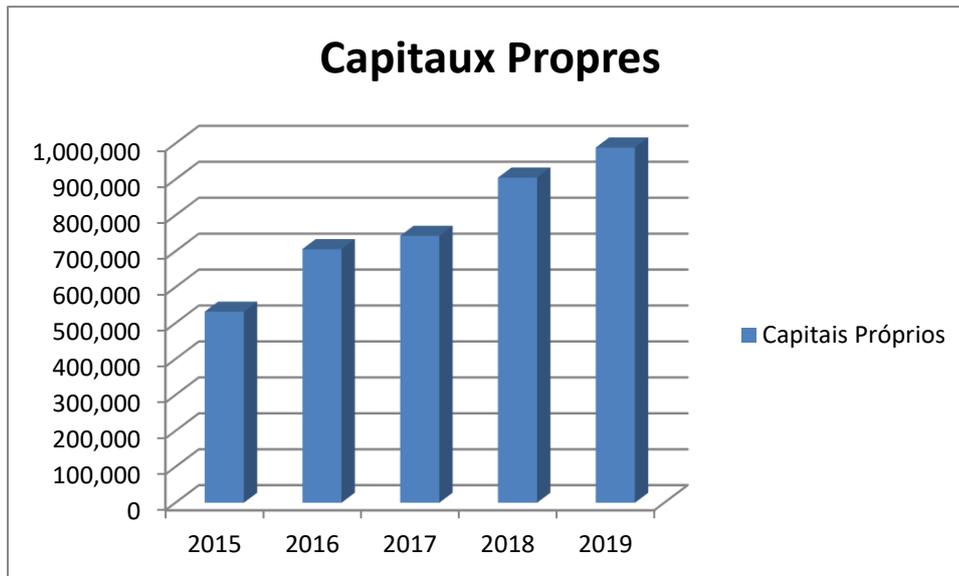
\*EUROS



### 3. CONSIDÉRATIONS FINALES

#### Evolution des Capitaux Propres

1.000 F CFA



Les capitaux propres de Guinebis ont une valeur de 988 805 172,00 FCFA.

- **Résultat**

Le bénéfice brut pour 2019 était de 58.567.718,00 FCFA, ce qui, moins l'impôt sur le revenu estimé à 14.641929,00 FCFA, a conduit à un bénéfice net de 43.925.789,00 FCFA.

Le Conseil d'administration estime qu'il devrait proposer l'application suivante du montant calculé.

- 21.000.000,00 FCFA pour la diffusion des résultats
- 22.925.789,00 FCFA au compte de report à nouveau.

- **Évolution de la perspective**

Guinebis cherchera à s'affirmer sur le marché, notamment par le biais des politiques traditionnelles du secteur de l'assurance :

- Augmenter sa capacité technique et de souscription afin d'accepter les risques de manière judicieuse.



- Augmenter la qualité de la réponse commerciale et des services.
- Accompagner le développement des ratios prudentiels, fondamentaux pour une croissance durable.
- Accompagner et s'adapter aux nouvelles règles et exigences légales requises par l'OHADA et la CIMA.

## CONSIDÉRATIONS FINALES

Je tiens à remercier toutes les entités officielles qui ont soutenu notre entreprise dans le développement de son activité :

- Les réassureurs, les actionnaires et les sociétés.
- Nous remercions également nos clients pour leur préférence, en promettant de faire tous les efforts possibles pour continuer à répondre à leurs besoins et à leurs attentes.
- Nous tenons également à remercier notre personnel et tous nos employés et réseaux de distribution pour leur dévouement.
- Enfin, à tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, ont travaillé avec nous et nous ont aidés, nos remerciements.

### 3. CARTE

#### 3.3 Bilan

#### 3.4 Bénéfices et pertes